

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Esprit | 63030 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Simon Franche, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Esprit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 avril 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Esprit,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Esprit (ci-après « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

DCA, comptable professionnel agréé, Inc.
Simon Bellehumeur, CPA auditeur
Saint-Paul-de-Joliette, le 7 avril 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	4 177 638	4 176 244	4 205 487
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 472	47 932	46 699
Quotes-parts	3			
Transferts	4	286 209	1 427 234	1 860 423
Services rendus	5	152 219	140 063	138 166
Imposition de droits	6	115 000	289 376	184 800
Amendes et pénalités	7	20 000	50 739	28 109
Revenus de placements de portefeuille	8	45 000	62 153	91 578
Autres revenus d'intérêts	9	18 000	34 307	91 977
Autres revenus	10	10 000	1 758 637	(10 168)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 871 538	7 986 685	6 637 071
Charges				
Administration générale	14	1 162 173	1 149 209	1 100 871
Sécurité publique	15	728 087	809 296	710 376
Transport	16	1 501 914	1 492 606	1 468 758
Hygiène du milieu	17	815 163	844 253	765 528
Santé et bien-être	18	5 000	1 467	2 501
Aménagement, urbanisme et développement	19	209 947	437 622	208 195
Loisirs et culture	20	517 279	496 528	497 505
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	263 067	357 835	183 005
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 202 630	5 588 816	4 936 739
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(331 092)	2 397 869	1 700 332
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		12 917 148	11 216 816
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		12 917 148	11 216 816
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		15 315 017	12 917 148

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 048 711	574 326
Débiteurs (note 5)	2	3 343 263	2 947 955
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	73 705	
	8	4 465 679	3 522 281
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	401 971	673 994
Revenus reportés (note 11)	12	225 499	53 858
Dette à long terme (note 12)	13	8 301 110	7 109 764
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	8 928 580	7 837 616
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 462 901)	(4 315 335)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	18 853 953	16 964 432
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	746 711	146 113
Stocks de fournitures	20	37 703	38 362
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	55 885	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	83 666	83 576
	23	19 777 918	17 232 483
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	15 315 017	12 917 148
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	15 315 017	12 917 148
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	15 315 017	12 917 148
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(331 092)	2 397 869	1 700 332
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	3 070 963)(	2 432 294)
Produit de cession	3		19 070	
Amortissement	4	733 920	906 235	811 821
(Gain) perte sur cession	5		14 020	
Réduction de valeur / Reclassement	6		242 118	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	733 920	(1 889 520)	(1 620 473)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(600 598)	(146 113)
Variation des stocks de fournitures	10		659	(12 908)
Variation des actifs incorporels achetés	11		(55 885)	
Variation des autres actifs non financiers	12		(90)	(3 203)
	13		(655 914)	(162 224)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(1)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	402 828	(147 566)	(82 365)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 315 335)	(4 232 970)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 315 335)	(4 232 970)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(4 462 901)	(4 315 335)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 397 869	1 700 332
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	906 235	811 821
Autres			
▪ Perte sur cession d'immobilisations	3.1	14 019	
▪ Contribution promoteur - Terrains	3.2	(859 718)	
	4	2 458 405	2 512 153
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(395 308)	(1 241 053)
Autres actifs financiers	6	(73 705)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(272 023)	98 920
Revenus reportés	8	171 641	7 253
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(358 480)	(146 113)
Stocks de fournitures	11	659	(12 908)
Autres actifs non financiers	12	(90)	(3 203)
	13	1 531 099	1 215 049
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	2 211 245) (	2 432 294)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	19 070	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	55 885) (
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 248 060)	(2 432 294)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 548 000	3 287 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 340 600) (	389 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(1 750 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(16 054)	(22 351)
Autres			
▪	28.1		
	29	1 191 346	1 125 349
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	474 385	(91 896)
Solde déjà établi	31	574 326	666 222
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	574 326	666 222
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 048 711	574 326

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Esprit est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

N/A

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels, des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024****C) Actifs financiers****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires rachetables en tout temps ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et du Fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	Entre 5 et 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Ameublement et équipement de bureau:	Entre 5 et 10 ans
Véhicules:	Entre 10 et 15 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans

Les immobilisations corporelles en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés.

Actifs incorporels achetés

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Revenus de transferts

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- pour la dette à long terme en question: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

SP 3400, Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté la norme SP 3400, Revenus. Le nouveau chapitre traite de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation des revenus courants dans le secteur public. Cette nouvelle norme comptable est appliquée de façon prospective.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

SP 3160, Partenariats public-privé (PPP)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté la norme SP 3160, Partenariats public-privé. Le nouveau chapitre concerne la comptabilisation, la mesure et la présentation des éléments d'infrastructure issus de certains types de PPP, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Cette nouvelle norme comptable est appliquée de façon prospective.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 048 711	574 326
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 048 711	574 326
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	1 048 711	574 326
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	463 893	574 326
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	625 005	

Note**5. Débiteurs**

	2024	2023
Taxes municipales	228 101	300 166
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 482 223	2 070 825
Gouvernement du Canada et ses entreprises	254 405	180 286
Organismes municipaux	29 560	38 228
Autres		
▪ Mutations	67 001	93 777
▪ Autres	281 973	264 673
	3 343 263	2 947 955
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 074 911	1 671 184
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	2 074 911	1 671 184
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	89 335	32 272
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	605 660	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	1 529 518	1 709 077
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	257 710	329 476
	2 482 223	2 070 825

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2025 : 195 271 \$

2026 : 198 523 \$

2027 : 202 032 \$

2028 : 205 859 \$

2029 : 209 526 \$

2030 et plus : 1 085 793 \$

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme ont des taux d'intérêts variant entre 3.13% et 4.90% et viennent à échéance entre 2029 à 2033.

Les montants présentés aux lignes Gouvernement du Québec et ses entreprises et Gouvernement du Canada et ses entreprises comprennent un montant de 626 248 \$ attribuable à des instruments financiers.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	73 705	
Autres			
▪	41.1		
	42	73 705	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement d'un montant de 250 000 \$ au taux préférentiel + 0,50%. Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2024.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	174 652	471 605
Salaires et avantages sociaux	44	49 107	71 855
Dépôts et retenues de garantie	45	71 647	112 717
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts et autres à payer	47.1	106 565	17 817
	48	401 971	673 994

Note

Le montant présenté à la ligne Salaires et avantages sociaux comprend un montant de 48 727 \$ attribuable à des instruments financiers.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	34 777	13 658
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres subventions	54.1	141 532	6 407
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	36 396	21 923
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	317	317
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Loisirs et autres	62.1	12 477	11 553
	63	225 499	53 858

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,85	5,00	2029	2049	64	8 359 001	7 151 601
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	8 359 001	7 151 601
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(57 891)	(41 837)
					72	8 301 110	7 109 764

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		494 000			494 000
2026	74		511 000			511 000
2027	75		528 100			528 100
2028	76		548 700			548 700
2029	77		569 000			569 000
2030 et plus	78		5 708 201			5 708 201
	79		8 359 001			8 359 001
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		8 359 001			8 359 001

Note

Les remboursements de capital sont composés des remboursements annuels sans considération des refinancements de dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	24 665
Régimes de retraite des élus municipaux	89	21 927
	90	24 665
		21 927

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	3 998 761	127 483	4 000	4 122 244
Eaux usées	102	5 141 547	1 134 207		6 275 754
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	14 871 890	430 039	46 461	15 255 468
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	1 054 974	217 245	19 838	1 252 381
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 409 766		716 075	693 691
Améliorations locatives	107		86 814		86 814
Véhicules	108	89 055	147 239	27 420	208 874
Ameublement et équipement de bureau	109	267 024	15 283	56 181	226 126
Machinerie, outillage et équipement divers	110	859 814	195 045	219 369	835 490
Terrains	111	679 308	497 217	(218 982)	1 395 507
Autres	112				
	113	28 372 139	2 850 572	870 362	30 352 349
Immobilisations en cours	114	305 768	220 391	7 995	518 164
	115	28 677 907	3 070 963	878 357	30 870 513
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 058 201	79 360	4 000	2 133 561
Eaux usées	117	2 943 793	137 123		3 080 916
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 793 341	515 758	46 461	5 262 638
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	425 777	51 863	1 984	475 656
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	630 403	31 763	266 705	395 461
Améliorations locatives	122		4 341		4 341
Véhicules	123	39 746	18 219	27 420	30 545
Ameublement et équipement de bureau	124	215 502	10 586	56 182	169 906
Machinerie, outillage et équipement divers	125	606 712	57 222	200 398	463 536
Autres	126				
	127	11 713 475	906 235	603 150	12 016 560
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	16 964 432			18 853 953
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Au cours de l'exercice, la Municipalité a reçu, sous forme de contributions des promoteurs, un terrain d'une valeur de 174 300 \$ ainsi que des infrastructures de chemins, rue, trottoirs, eau potable, eaux usées et pavage pour une valeur de 685 418 \$.

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	820 416	146 113
	135	820 416	146 113
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	73 705	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	746 711	146 113

Note

Au cours de l'exercice, il y a eu un transfert de terrains comptabilisés aux propriétés destinées à la revente vers les immobilisations corporelles, pour une valeur comptable de 234 201 \$, ces terrains seront utilisés par la Municipalité. De plus, il y a également eu un transfert de l'immeuble et autres composantes de l'ancienne mairie, comptabilisés aux immobilisations corporelles, vers les propriétés destinées à la revente. Le transfert a été effectué à la valeur comptable nette pour un total de 476 319 \$.

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪ Servitude	138.1	55 885		55 885
	139	55 885		55 885
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142	55 885		55 885

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et autres	143.1	83 666	83 576
Autres			
▪	144.1		
	145	83 666	83 576

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

19. Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles de la Municipalité concernent principalement des contrats d'entretien d'infrastructures. Les obligations contractuelles totalisent 521 639 \$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices :

- 2025 : 421 639 \$
- 2026 : 25 000 \$
- 2027 : 25 000 \$
- 2028 : 25 000 \$
- 2029 : 25 000 \$

De plus, au 31 décembre 2024, les engagements de la municipalité à l'égard des activités d'investissement, se chiffrent à 470 830 \$

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 397 114 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 96 674 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 93 001 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 304 113 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Contrat de location

La Municipalité a conclu un contrat de location de terrain avec une entité. Ce contrat vient à échéance en 2028 et prévoit les revenus suivants pour les quatre prochains exercices :

- 2025 : 34 181 \$
- 2026 : 35 207 \$
- 2027 : 36 263 \$
- 2028 : 12 450 \$

Entente intermunicipale

La Municipalité a conclu une entente afin de fournir à une municipalité adjacente des services de loisirs. Cette entente vient à échéance en 2029 et prévoit des revenus annuels de 26 247\$ sans indexation.

21. Passifs éventuels

N/A

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

N/A

24. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme) ainsi qu'aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour mauvaises créances n'est comptabilisée en lien avec ses instruments financiers au 31 décembre 2024.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versement prévus sur cinq ans sont présentés à la note 12 du rapport financier et ceux en lien avec les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et leurs versements prévus sur cinq ans sont présentés à la note 5 du rapport financier.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêts.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts temporaires et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque. Au cours de l'exercice, la Municipalité a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt suite au renouvellement d'une dette à taux fixe et l'émission de nouvelles dettes à taux fixe.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taux d'intérêts sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier. Les taux d'intérêt sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont fixes et présentés à la note 5 du rapport financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser sa dette selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2023 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 177 638	4 176 244		4 176 244	4 205 487
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 472	47 932		47 932	46 699
Quotes-parts	3					
Transferts	4	286 209	415 406		415 406	300 609
Services rendus	5	152 219	140 063		140 063	138 166
Imposition de droits	6	115 000	289 376		289 376	184 800
Amendes et pénalités	7	20 000	50 739		50 739	28 109
Revenus de placements de portefeuille	8	45 000	62 153		62 153	91 578
Autres revenus d'intérêts	9	18 000	34 307		34 307	91 977
Autres revenus	10	10 000	848 919		848 919	(10 168)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	4 871 538	6 065 139		6 065 139	5 077 257
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 011 828		1 011 828	1 559 814
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		859 718		859 718	
Autres	18		50 000		50 000	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		1 921 546		1 921 546	1 559 814
	22	4 871 538	7 986 685		7 986 685	6 637 071
Charges						
Administration générale	23	1 130 870	1 101 916	47 293	1 149 209	1 100 871
Sécurité publique	24	720 297	801 506	7 790	809 296	710 376
Transport	25	1 024 132	946 694	545 912	1 492 606	1 468 758
Hygiène du milieu	26	651 801	613 555	230 698	844 253	765 528
Santé et bien-être	27	5 000	1 467		1 467	2 501
Aménagement, urbanisme et développement	28	209 947	437 622		437 622	208 195
Loisirs et culture	29	464 226	421 986	74 542	496 528	497 505
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	263 067	357 835		357 835	183 005
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	733 290	906 235	(906 235)		
	34	5 202 630	5 588 816		5 588 816	4 936 739
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(331 092)	2 397 869		2 397 869	1 700 332

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(331 092)	2 397 869	1 700 332
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 921 546)	(1 559 814)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(331 092)	476 323	140 518
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	733 290	906 235	811 821
Produit de cession	5		19 070	
(Gain) perte sur cession	6		14 020	
Réduction de valeur / Reclassement	7		242 118	
	8	733 290	1 181 443	811 821
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		261 840	
Réduction de valeur / Reclassement	10		(242 118)	
	11		19 722	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		28 076	36 909
Remboursement de la dette à long terme	17 (	406 266)	(548 561)	(324 875)
	18	(406 266)	(520 485)	(287 966)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	96 200)	(200 161)	(42 900)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		7 874	37 217
Excédent de fonctionnement affecté	21	142 206	168 204	152 832
Réserves financières et fonds réservés	22	(41 938)	87 325	(35 586)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(9 496)	(23 094)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	4 068	53 746	88 469
	26	331 092	734 426	612 324
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 210 749	752 842

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 921 546	1 559 814
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	196 033)(	4 619)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	456 386)(	954 299)
Hygiène du milieu	5 (	1 935 607)(	1 340 593)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	482 937)(	132 783)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	55 885)()
	11 (	3 126 848)(	2 432 294)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	694 025)(	146 113)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 301 259	1 842 499
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	200 161	42 900
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	555 727	650 960
Excédent de fonctionnement affecté	17	440 606	
Réserves financières et fonds réservés	18	334 446	51 088
	19	1 530 940	744 948
	20	(988 674)	9 040
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	932 872	1 568 854

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	993 464	980 876	885 319
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	254 959	225 636	202 164
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 113 355	2 274 876	2 132 963
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	226 964	250 836	133 618
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	36 103	85 852	14 037
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		21 147	35 350
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	790 395	790 394	656 716
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	54 100	52 964	64 751
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	733 290	906 235	811 821
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	5 202 630	5 588 816	4 936 739

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 641 839	1 577 506
Excédent de fonctionnement affecté	2	267 607	284 577
Réserves financières et fonds réservés	3	188 545	610 316
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(182 299)(	191 073)
Financement des investissements en cours	5	(301 886)	(1 225 732)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	13 701 211	11 861 554
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 315 017	12 917 148
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 641 839	1 577 506
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 641 839	1 577 506
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ PIIA	12.1	20 729	25 729
▪ Égoût	12.2	25 505	36 003
▪ EnVERTdissement	12.3	27 988	27 988
▪ Équilibre budgétaire	12.4	142 206	142 206
▪ Site de neiges usées	12.5	12 000	12 000
▪ Besoin en eau potable	12.6	30 152	40 651
▪ Usine d'eau potable	12.7	9 027	
	13	267 607	284 577
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	267 607	284 577

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	162 780
Organismes contrôlés et partenariats	22	384 473
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	154 743
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	14 890
Organismes contrôlés et partenariats	26	63 850
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	10 875
Autres		7 250
▪	30.1	
	31	188 545
	32	610 316
	188 545	610 316

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	55 342)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪ Emprunt à long terme de dépenses de fonctionnement	55.1 (	176 806)(
	56 (	232 148)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	49 849
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	49 849
	63 (	182 299)(
		40 353
		191 073)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 464 896	773 262
Investissements à financer	65 (766 782)(	1 998 994)
	66 (301 886)	(1 225 732)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 18 909 838	16 964 432
Propriétés destinées à la revente	68 820 416	146 113
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 19 730 254	17 110 545
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 19 730 254	17 110 545
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (8 301 110)(	7 109 764)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (57 891)(	41 837)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 2 097 810	1 671 184
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 232 148	231 426
	80 (6 029 043)(	5 248 991)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (6 029 043)(	5 248 991)
	83 13 701 211	11 861 554

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1
Description des régimes et autres renseignements			
L'employeur ainsi que l'employé cotisent à un régime de retraite simplifié à des taux variables selon l'ancienneté de l'employé.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	24 665	21 927
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	24 665	21 927

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 574 486	3 572 689	3 560 317
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 574 486	3 572 689	3 560 317
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	209 076	207 270	233 473
Égout	13	186 905	187 153	191 533
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	118 861	118 734	116 438
Autres				
▪ Écocentre	16.1	27 307	27 479	38 730
Centres d'urgence 9-1-1	17	11 000	13 250	11 452
Service de la dette	18	50 003	49 669	8 410
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			45 134
Activités d'investissement	21			
	22	603 152	603 555	645 170
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	603 152	603 555	645 170
	27	4 177 638	4 176 244	4 205 487

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	8 350	8 461	8 353
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	27 700	28 048	27 692
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	36 050	36 509	36 045
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	11 422	11 423	10 654
	42	11 422	11 423	10 654
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	47 472	47 932	46 699

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51		63 000	53 000
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	103 105	144 837	80 972
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66		3 844	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	13 000	11 465	14 161
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	12 500	22 455
Activités culturelles			25 076
Bibliothèques	84		
Autres	85		
Réseau d'électricité			
	86		
	87	128 605	245 601
			173 209

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	392 622	1 236 662
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	200 050	303 590
Réseau de distribution de l'eau potable	105	102 881	
Traitement des eaux usées	106	228 737	
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu			
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique			
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	87 538	19 562
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité			
	127		
	128	1 011 828	1 559 814

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	42 000	45 170	42 606
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	115 604	115 604	32 714
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		9 031	52 080
	139	157 604	169 805	127 400
TOTAL DES TRANSFERTS	140	286 209	1 427 234	1 860 423

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158	9 000	11 547
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	9 000	11 547
		11 547	8 177

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	21 000		
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	21 000		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	31 196	31 716	30 475
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	31 196	31 716	30 475
Réseau d'électricité				
	183			
	184	61 196	43 263	38 652

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	54 023	53 945	51 683
	188	54 023	53 945	51 683
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	1 000	1 000	1 000
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	1 000	1 000	1 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			148
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	20 000	26 875	29 950
	214	20 000	26 875	30 098

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226		540	677
Autres	227	16 000	14 440	16 056
	228	16 000	14 980	16 733
Réseau d'électricité				
	229			
	230	91 023	96 800	99 514
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	152 219	140 063	138 166

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	10 000	7 042	8 030
Droits de mutation immobilière	233	105 000	282 334	176 770
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	115 000	289 376	184 800
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	20 000	50 739	28 109
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	45 000	62 153	91 578
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	18 000	34 307	91 977
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(14 020)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		820 330	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		859 718	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	10 000	92 609	(10 168)
	250	10 000	1 758 637	(10 168)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	195 833	168 025		168 025	179 967
Greffe et application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	540 172	557 844	47 293	605 137	539 516
Évaluation	4	45 561	45 727		45 727	45 875
Gestion du personnel	5	15 370	8 397		8 397	7 108
Autres						
▪ Autres	6.1	333 934	321 923		321 923	328 405
	7	1 130 870	1 101 916	47 293	1 149 209	1 100 871
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	337 708	339 958		339 958	316 786
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9	351 674	346 350	7 790	354 140	
Autres	10					378 207
Sécurité civile	11	15 992	61 464		61 464	1 864
Autres	12	14 923	53 734		53 734	13 519
	13	720 297	801 506	7 790	809 296	710 376
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	597 642	544 897	545 912	1 090 809	1 036 398
Enlèvement de la neige	15	393 240	380 768		380 768	395 670
Éclairage des rues	16	24 500	14 635		14 635	23 340
Circulation et stationnement	17	8 000	5 954		5 954	13 170
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	750	440		440	180
	22	1 024 132	946 694	545 912	1 492 606	1 468 758

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	153 162	168 556	29 606	198 162	134 902
Réseau de distribution de l'eau potable	24	81 373	40 894	57 907	98 801	104 635
Traitement des eaux usées	25	112 035	81 025	63 236	144 261	135 006
Réseaux d'égout	26	95 933	96 239	79 266	175 505	142 764
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	175 151	175 100		175 100	40 844
Élimination	28					37 398
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	490	454		454	26 224
Tri et conditionnement	30					15 863
Matières organiques						
Collecte et transport	31		8 429		8 429	29 374
Traitement	32					14 216
Matériaux secs	33	27 457	27 306	683	27 989	36 213
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	6 200	15 552		15 552	40 215
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					7 874
	40	651 801	613 555	230 698	844 253	765 528
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	3 000	1 076		1 076	1 205
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	2 000	391		391	1 296
	45	5 000	1 467		1 467	2 501

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	175 759	137 286		137 286	154 282
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	5 263	5 263		5 263	9 807
Tourisme	50	28 925	33 233		33 233	44 106
Autres	51					
Autres	52		261 840		261 840	
	53	209 947	437 622		437 622	208 195
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	79 797	81 734		81 734	84 121
Patinoires intérieures et extérieures	55	34 156	29 351		29 351	26 287
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57	216 673	183 097	61 008	244 105	258 583
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	330 626	294 182	61 008	355 190	368 991
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	128 000	120 951	13 534	134 485	122 914
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	5 600	6 853		6 853	5 600
	67	133 600	127 804	13 534	141 338	128 514
	68	464 226	421 986	74 542	496 528	497 505

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	263 067	336 688		147 655
Autres frais	71				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73		21 147		35 350
	74	263 067	357 835		183 005
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	733 290	906 235 (	906 235)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 483	
Usines de traitement de l'eau potable	2	32 546	573 695
Usines et bassins d'épuration	3	318 773	736 174
Conduites d'égout	4	771 441	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	381 550	947 972
Ponts, tunnels et viaducs	7		6 328
Systèmes d'éclairage des rues	8	14 525	
Aires de stationnement	9	40 793	
Parcs et terrains de jeux	10	229 044	
Autres infrastructures	11	86 815	85 223
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	200 000	
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	147 239	
Ameublement et équipement de bureau	18	15 283	4 619
Machinerie, outillage et équipement divers	19	214 789	63 159
Terrains	20	490 682	15 124
Autres	21		
	22	3 070 963	2 432 294

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	127 483	
Usines de traitement de l'eau potable	2	32 546	573 695
Usines et bassins d'épuration	3	318 773	736 174
Conduites d'égout	4	574 159	
Autres infrastructures	5	752 727	1 039 523
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	197 282	
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 067 993	82 902
	12	3 070 963	2 432 294

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	154 743	154 743	
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	167 186	806 242	18 416
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 158 488	751 199	603 508
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	5 480 417	1 557 441	776 667
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 671 184	967 660	563 933
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	1 671 184	967 660	563 933
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14		22 899	22 899
	15	1 671 184	990 559	563 933
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	1 671 184	990 559	563 933
	19	7 151 601	2 548 000	1 340 600
Dette en cours de refinancement	20 ()			()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	7 151 601	2 548 000	1 340 600

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	8 359 001
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	766 782
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 074 911
Autres montants	9	22 899
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	7 027 973
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	7 027 973
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	614 154
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	7 642 127
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 642 127
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	45 261	45 261	45 620
Autres	3	204 926	204 926	221 777
Sécurité publique				
Police	4	399	399	445
Sécurité incendie	5	334 378	334 378	351 883
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	172 861	172 861	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	27 307	27 306	31 384
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	5 263	5 263	5 607
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	790 395	790 394	656 716

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 070 963	2 432 294
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 070 963	2 432 294

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	3 984,25	197 488	50 894	248 382
Professionnels	2						
Cols blancs	3	8,00	35,00	12 451,06	380 571	98 076	478 647
Cols bleus	4	3,00	40,00	6 542,73	260 508	67 135	327 643
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	13,00		22 978,04	838 567	216 105	1 054 672
Élus	9	7,00			142 309	9 531	151 840
	10	20,00			980 876	225 636	1 206 512

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		61 129	138 921		200 050
Réseau de distribution de l'eau potable	3	102 881				102 881
Traitement des eaux usées	4	228 737				228 737
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	664 233	218 118	1 792	11 423	895 566
	7	995 851	279 247	140 713	11 423	1 427 234

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	357 835	183 005
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	357 835	183 005
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	357 835	183 005

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Germain Majeau	1.1 Maire	29 540	14 770	27 371	4 652
Myriam Derome	1.2 Conseiller	11 300	5 650	884	442
Rachel Grégoire	1.3 Conseiller	11 178	5 589		
Dominique Majeau	1.4 Conseiller	10 309	5 155		
André Renaud	1.5 Conseiller	10 309	5 155		
Alain Robert	1.6 Conseiller	10 767	5 384		
Maxime Villemaire	1.7 Conseiller	11 468	5 734	884	442

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	910 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	14 472 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 28 523 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 7 131 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 20 998 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 588 \$
 - Abords de routes 77 _____ 1 635 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 23 221 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 30 352 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-04-086

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-04-07

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2019-11-384

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 191

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 96

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

La question 16 s'applique aux MRC seulement

97

X

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-04-07

Nom du signataire : Simon Franche

Fonction du signataire : Directeur général

Date de transmission au Ministère : 2025-04-14

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-14 11:39

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	4 871 538	6 065 139	5 077 257
Investissement	2		1 921 546	1 559 814
	3	4 871 538	7 986 685	6 637 071
Charges				
	4	5 202 630	5 588 816	4 936 739
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	(331 092)	2 397 869	1 700 332
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 921 546)	(1 559 814)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(331 092)	476 323	140 518
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	733 290	906 235	811 821
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		28 076	36 909
Remboursement de la dette à long terme	10 (	406 266)	(548 561)	(324 875)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	96 200)	(200 161)	(42 900)
Excédent (déficit) accumulé	12	100 268	253 907	131 369
Autres éléments de conciliation	13		294 930	
	14	331 092	734 426	612 324
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		1 210 749	752 842

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 048 711	574 326
Débiteurs	2	3 343 263	2 947 955
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4		
Autres	5	73 705	
	6	4 465 679	3 522 281
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	401 971	673 994
Revenus reportés	10	225 499	53 858
Dettes à long terme	11	8 301 110	7 109 764
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	8 928 580	7 837 616
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(4 462 901)	(4 315 335)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	18 853 953	16 964 432
Autres	17	923 965	268 051
	18	19 777 918	17 232 483
Excédent (déficit) accumulé	19	15 315 017	12 917 148

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 641 839	1 577 506
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ PIIA	2.1	20 729	25 729
▪ Égoût	2.2	25 505	36 003
▪ EnVERTdissement	2.3	27 988	27 988
▪ Équilibre budgétaire	2.4	142 206	142 206
▪ Site de neiges usées	2.5	12 000	12 000
▪ Besoin en eau potable	2.6	30 152	40 651
▪ Usine d'eau potable	2.7	9 027	
	3	267 607	284 577
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	162 780	384 473
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	14 890	218 593
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	10 875	7 250
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(182 299)	(191 073)
Financement des investissements en cours	12	(301 886)	(1 225 732)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	13 701 211	11 861 554
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	15 315 017	12 917 148

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	7 027 973
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	7 642 127

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		154 743
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 306 179	5 158 488
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	955 012	167 186
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 074 911	1 671 184
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	22 899	
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	8 359 001	7 151 601

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	4 177 638	4 176 244	4 205 487
Compensations tenant lieu de taxes	13	47 472	47 932	46 699
Quotes-parts	14			
Transferts	15	286 209	415 406	300 609
Services rendus	16	152 219	140 063	138 166
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	180 000	402 268	304 487
Autres	18	28 000	883 226	81 809
	19	4 871 538	6 065 139	5 077 257
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		1 011 828	1 559 814
Autres	23		909 718	
	24		1 921 546	1 559 814
	25	4 871 538	7 986 685	6 637 071

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 130 870	1 101 916	47 293	1 149 209	1 100 871
Sécurité publique						
Police	2	337 708	339 958		339 958	316 786
Sécurité incendie	3	351 674	346 350	7 790	354 140	378 207
Autres	4	30 915	115 198		115 198	15 383
Transport						
Réseau routier	5	1 023 382	946 254	545 912	1 492 166	1 468 578
Transport collectif	6					
Autres	7	750	440		440	180
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	442 503	386 714	230 015	616 729	517 307
Matières résiduelles	9	203 098	211 289	683	211 972	200 132
Autres	10	6 200	15 552		15 552	48 089
Santé et bien-être	11	5 000	1 467		1 467	2 501
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	175 759	137 286		137 286	154 282
Promotion et développement économique	13	34 188	38 496		38 496	53 913
Autres	14		261 840		261 840	
Loisirs et culture	15	464 226	421 986	74 542	496 528	497 505
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	263 067	357 835		357 835	183 005
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	4 469 340	4 682 581	906 235	5 588 816	4 936 739
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	733 290	906 235 (	906 235)		
	21	5 202 630	5 588 816		5 588 816	4 936 739

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 921 546	1 559 814
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 126 848)(	2 432 294)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	694 025)(	146 113)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 301 259	1 842 499
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	200 161	42 900
Excédent accumulé	6	1 330 779	702 048
	7	(988 674)	9 040
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	932 872	1 568 854

Extrait du rapport financier, page S14